



Engagé·es  
au quotidien

**CSA de l'AEFE DU 8 OCTOBRE 2026**

### **Déclaration liminaire**

Monsieur le Directeur général,

Nous voulons d'abord réaffirmer notre soutien aux lycéennes et lycéens qui se mobilisent aujourd'hui pour défendre leur avenir et leurs conditions d'études. Le service public d'éducation, en France comme à l'étranger, doit être une priorité. La FSU réaffirme aussi qu'elle condamne toute forme de violence.

Concernant l'AEFE, la FSU tient à rappeler clairement sa position : **nous refusons que les personnels paient le prix du désengagement de l'État et des choix budgétaires qui asphyxient l'AEFE. Et nous refusons que l'opérateur public soit mis en danger par une politique de soumission aux desideratas des comités de gestion des établissements conventionnés.**

Depuis plusieurs années, l'Agence est méthodiquement fragilisée : suppressions de postes, création à l'aide de moyens publics d'établissements partenaires privés et concurrents du réseau historique, détournement de missions d'agent·es de l'AEFE au bénéfice de ces établissements, augmentation des frais de scolarité, gel des rémunérations et dégradation des conditions de travail. Aujourd'hui, avec cynisme, ces difficultés servent de prétexte à une réforme qui risque d'affaiblir encore davantage l'opérateur public.

**Nous refusons cette logique.**

L'AEFE n'est pas une dépense qu'il faudrait réduire : **c'est un opérateur public d'éducation qu'il faut préserver et financer à la hauteur de ses missions.** Nous demandons notamment la prise en charge des pensions civiles par l'État, le maintien des détachements des personnels auprès de l'AEFE, la fin du bornage des détachements et l'arrêt des suppressions d'emplois.

Et aujourd'hui, nous voulons surtout vous le dire solennellement : **vous avez franchi une ligne rouge.**

Vos dernières décisions, Monsieur le Directeur général, permettent désormais la suppression, dès la rentrée 2027, de postes de détaché·es et de résident·es à l'occasion des renouvellements de contrats et de détachements.

Cette règle de renouvellement tacite, actée entre l'Agence, le MEN et les représentant·es des personnels, était la garantie de stabilité de collègues engagé·es depuis des années dans le réseau. **Dans le contexte anxigène actuel, supprimer ces postes au moment même où les personnels devraient pouvoir compter sur la stabilité de leurs contrats, c'est rompre un engagement. C'est trahir les personnels et fragiliser les équipes. C'est dégrader le service public. C'est faire preuve de mépris envers le dévouement de vos personnels.**

Nous dénonçons également avec la plus grande fermeté la méthode employée pour la réforme de l'avantage familial. Après trois années d'inaction malgré nos alertes et nos demandes de discussions, présenter à la veille des congés d'été une réforme lourde de conséquences pour vos personnels, sans aucune concertation, constitue un passage en force et un très mauvais signal, encore un, envoyé au dialogue social. Certes, le contentieux engagé par une autre organisation syndicale, inopportun dans le contexte budgétaire actuel, a poussé l'Agence à enfin agir. Mais cela n'excuse en rien la méthode employée. Sur ce dossier, rien n'a été fait décemment. Et sur le fond, cette réforme ne règle aucun des problèmes essentiels : prélèvements sociaux, effets de change, reste à charge, inégalités entre collègues. La FSU continue donc de revendiquer **la prise en charge réelle et intégrale de la scolarité des enfants de tous les personnels**, dans un cadre juste et équitable.

Nous souhaitons également vous le rappeler : derrière chaque suppression de poste, chaque classe surchargée, chaque licenciement et chaque économie imposée, il y a des personnels, des familles et des élèves.

**Réduire à une variable budgétaire l'AEFE, ses missions d'éducation, mais aussi ses personnels et ses élèves, est une grave erreur.**

Nous refusons que l'on organise méthodiquement l'affaiblissement de l'opérateur public pour ensuite nous expliquer qu'il faudrait réformer parce qu'il serait devenu trop coûteux. L'éducation de nos jeunes a un coût, tout comme une diplomatie d'influence forte. Dans le contexte mondial préoccupant, l'État devrait accorder tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de son opérateur public d'éducation à l'étranger.

**Si l'administration persiste dans cette voie, elle trouvera face à elle des personnels mobilisés, tout comme le 29 septembre dernier, et une FSU déterminée à défendre l'AEFE, ses missions, et celles et ceux qui la font vivre au quotidien.**



Engagé·es  
au quotidien